

Signification de classe des victoires soviétiques (1)

par Felix Morrow

Les grandes masses, dans le monde entier, se réjouissent des victoires de l'Armée rouge. Sans une théorie bien au point, mais avec une loyauté fondamentale de classe, elles comprennent que les victoires soviétiques sont leurs victoires aussi. Elles ont nettement conscience qu'il y a une différence entre l'Etat ouvrier et ses « *alliés* » capitalistes. Il est hautement symbolique qu'à Cardiff, Galles, en l'honneur du 25e anniversaire de la fondation de l'Armée rouge, les mineurs des vallées environnantes aient paradé avec leurs lampes allumées, les filles des usines de munition en blouses, alors que le drapeau rouge flottait sur l'immeuble de la Mairie. Bien entendu, cette parade avait une sanction officielle. Le vice-premier ministre Attlee (2) était l'orateur principal et l'on peut être sûr que les staliniens ont cherché à identifier cette affaire comme un symbole de l'unité entre l'Union soviétique et le capitalisme britannique. Mais, au fond, le drapeau rouge, les lampes allumées et les blouses, si différents des célébrations britanniques habituelles, signifient que les ouvriers célébraient avant tout l'Etat ouvrier. Certainement personne ne peut prétendre que les réjouissances en Inde sur les victoires soviétiques sont à mettre au compte de la Grande-Bretagne ! Non, au fond, c'est un phénomène de classe, le sentiment de l'opprimé à l'égard des victoires de l'armée créée par la révolution d'Octobre.

C'est également un phénomène de classe que les premières réactions franches des capitalistes « *démocratiques* » aux succès de l'Armée rouge. Ceux-ci – les toutes premières batailles victorieuses – ont déjà fait apparaître dans la presse les sentiments antisoviétiques – et les activités – des « *démocrates* ». Les armées nazies sont encore profondément enfoncées en Russie, elles sont encore intactes, néanmoins déjà des voix autorisées chez les « *démocraties* » indiquent leur trouble à l'idée d'une victoire soviétique décisive sur l'ennemi fasciste.

Un éditorial du *New York Times*, incontestablement le porte-parole le plus responsable et le plus sobre du capitalisme américain, entreprend « *de discuter franchement le problème* ». Il dit :

« Lentement, inexorablement, les armées russes continuent à avancer vers l'ouest... L'un après l'autre, les bastions nazis supposés imprenables tombent devant leur assaut... »

Mais au fur et à mesure que l'Armée rouge plonge en avant, beaucoup de questions se posent, à beaucoup de gens, quant à savoir quels sont les ordres écrits sur ses drapeaux, et, plus grandes sont les victoires russes, plus insistantes deviennent ces questions. Elles sont soulevées dans les conversations privées, dans la presse, à la radio et au Congrès. Et elles comportent le danger de fournir un terrain fertile à la dernière propagande nazie, par laquelle Hitler espère échapper aux conséquences de sa défaite — la propagande qui brandit l'épouvantail d'une domination bolchevique en Europe dans un effort pour effrayer le monde et ainsi paver le chemin d'une paix de compromis. Dans ces circonstances, ce serait plus dangereux qu'utile d'ignorer ces questions [...]

Les craintes et soupçons sur la Russie reposent fondamentalement sur deux considérations. La première est que la Russie va utiliser les groupes communistes dans d'autres pays comme des instruments de conquête idéologique. A cet égard, on ne peut pas ne pas relever que des dépêches de Washington hier indiquaient que l'ambassade soviétique fait circuler une traduction anglaise d'un éditorial de la Pravda, assurant une ferme revendication sur la Bessarabie, l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie, en assurant qu'elles font partie de la Russie. C'est une revendication que notre gouvernement n'a pas acceptée.

[...] La Russie a accepté le principe de la Charte de l'Atlantique [...] Des engagements liant les Russes à l'observation de ses principes ont été établis par l'accord d'assistance mutuelle anglo-russe du 26 mai

1942 et le Pacte d'Aide pour la Guerre du 11 juin 1942 et ce fut sur la base de leur acceptation par les Russes que tant l'Amérique que la Grande-Bretagne ont accepté d'étendre l'aide matérielle et autre à la Russie — si elle est sollicitée.

Dans ces circonstances, il semble clair que de nouveaux accords, plus explicites, sont nécessaires pour donner un contenu concret à la Charte de l'Atlantique. » (*New York Times*, 14 février 1943).

C'est assez clair. La référence à la « *première crainte* » concernant les groupes staliniens à l'étranger est de toute évidence de pure forme. C'est la seconde qui est le vrai problème. Le capitalisme américain n'a pas reconnu et n'a pas l'intention de reconnaître — et le ton du *Times* l'indique — la revendication de l'Union soviétique à des frontières stratégiques. C'est sur la base de cette non-reconnaissance (telle qu'elle est contenue dans les « *principes* » de la Charte de l'Atlantique), que l'Angleterre et l'Amérique ont « *aidé* » l'Union soviétique — et, on peut le supposer, seulement sur cette base. Il est temps maintenant d'exiger de l'Union soviétique des garanties plus astreignantes et matérielles (« *explicites* », « *concrètes* ») que l'Europe d'après-guerre sera construite en conformité avec les prévisions de Washington. Et si ces garanties ne viennent pas...

Pendant les jours qui ont suivi cet éditorial, comme le *Times* l'a heureusement noté dans un édito du 17 février, « *nombre de décrets et résolutions préparant l'après-guerre ont été présentés au Congrès* ». Le sénateur Gillette a proposé des négociations immédiates pour une charte d'après-guerre afin de « *donner substance* » à la Charte Atlantique. « *Au point où on en est, a-t-il dit, il n'y a pas de garantie que les déclarations contenues dans cet accord se cristallisent en actes* ». Le Représentant Kee a proposé que Roosevelt « *sans délai inutile, conclue des accords avec quelques Nations Unies et d'autres membres de la communauté des nations souveraines, pour assurer et maintenir la loi, l'ordre et la paix* » (avec quels autres membres ? La Finlande ? Les Etats baltes ?). Bref, la bourgeoisie américaine exige « *sans délai inutile* » des garanties, plus satisfaisantes encore, que l'Union soviétique se soumettra, après la guerre, à la Paix de Washington.

La Finlande apparaît maintenant comme le premier cas dans lequel il sera rigide insisté sur ces garanties. En fait, c'était prévu depuis longtemps : Washington n'a jamais déclaré la guerre à l'envahisseur de la Carélie finnoise. Pour cette question, cependant, la déclaration de guerre britannique à la Finlande n'a pas empêché Churchill de rencontrer l'ambassadeur finlandais à Ankara, le baron Yrjoe Koskinen, pendant sa visite en Turquie, comme l'a indiqué une dépêche United Press de Stockholm du 12 février. Qu'il nous soit permis de rappeler que la Grande-Bretagne est encore en guerre avec la Finlande. Cependant, cette entrevue, sans précédent entre représentants de pays en guerre, est mentionnée comme en passant dans la presse américaine, laquelle ne dissimule pas sa solidarité de classe avec le capitalisme finlandais contre l'Etat Ouvrier.

La question des « *frontières stratégiques* »

La Finlande, en fait, est bien sur le chemin de redevenir la « *pauvre petite Finlande* » de la guerre soviéto-finnoise de 1939-1940. Nous lisons dans la presse des déclarations dont la signification ne peut échapper. Le président Risto Ryti (3) vient de faire un discours que le *New York Times* du 3 février a fort justement titré « *Le Président finlandais en appelle aux Alliés* » et qu'il a été très prompt à écouter dans un éditorial qui disait :

« Si les Etats-Unis gagnent, il y a de bonnes chances pour que les droits finlandais à l'auto-gouvernement et aux débouchés économiques soient respectés. Ils le seront si l'Amérique a quelque chose à dire à ce sujet » (5 février 1943).

Quels « *débouchés économiques* » ? Pour la bourgeoisie finnoise, cela veut dire une Grande Finlande embrassant de grosses portions du territoire soviétique. Qu'est-ce que c'est pour la bourgeoisie américaine ? Dans son édito du 5, la guerre de la Finlande contre l'Union soviétique est encore définie comme une « *agression* ». Douze jours plus tard cependant, la guerre de Finlande a subi très vite une modification immense. Les Allemands exigeaient des Finnois des « *facilités de transit* » qui leur permettaient d'installer des troupes à eux dans ce pays. Ces troupes étaient de nouveau la raison des attaques aériennes de la Russie contre la Finlande, ce qui, à son tour, a poussé la Finlande à « *une guerre défensive* » (7 février 1943).

Le *Times* ment et sait qu'il ment. Pourquoi la bourgeoisie finnoise a-t-elle été plus que volontiers d'accord avec ce que l'Allemagne nazie « *exigeait* », contrairement à ce qu'elle a fait en choisissant la guerre en 1939 plutôt que d'accepter l'offre soviétique d'un échange de territoires pour donner à Leningrad une frontière plus défendable contre l'Allemagne ? Pourquoi la bourgeoisie finnoise a-t-elle **préféré** combattre aux côtés de la bourgeoisie allemande plutôt que du côté de l'Armée rouge ? De toute évidence, il y a là un critère de **classe** et c'est en fonction de lui que la bourgeoisie finnoise a choisi. Le *Times* est muet là-dessus et se tait aussi sur les objectifs expansionnistes de « *Grande Finlande* » pour lesquels Mannerheim (4) a dirigé l'invasion de la Carélie soviétique et pour laquelle il a donné aux Allemands des ports à partir desquels ils peuvent couler les bateaux américains se dirigeant vers Mourmansk. Au lieu de cela, le *Times* blâme pour tout « *la politique de puissance* » de l'Allemagne comme de l'Union soviétique. A lire ces éditoriaux, on ne peut guère se douter que les Etats-Unis sont virtuellement alliés de l'Union soviétique. En fait, cette alliance n'est rien pour la bourgeoisie américaine en comparaison de l'appel au secours de leurs frères de classe, les capitalistes finnois alliés de l'Axe.

L'atmosphère à Londres et Washington a déjà encouragé le gouvernement en exil à abandonner sa prétention antérieure d'harmonie avec l'Union soviétique. Dans une conférence de presse le 21 février à Londres, le premier ministre, le général Vladislav Sikorski (5), annonçant une protestation formelle à Moscou, a déclaré :

« Pour le moment, je ne puis nier qu'il y ait avec l'URSS de grosses difficultés. Elles peuvent et doivent cependant être surmontées. A la frontière polono-russe, ce qui se décide, ce n'est pas seulement le problème polonais mais aussi la question de la paix en Europe centrale et orientale, aussi bien que toute l'attitude des Soviets à l'égard de la démocratie. »

La radio clandestine des Russes en Pologne – la station Kosciuszko – appelle toujours les Polonais à un soulèvement général et exige que je donne des ordres à cet effet. Je ne peux donner un tel ordre parce que je risquerais de noyer ma propre nation dans une mer de sang. Ce n'est pas le moment [...].

Les Russes ont parachuté des gens en Pologne centrale et orientale (6). Ce ne sont pas tellement des chefs de guérillas que des dirigeants de la guerre politique interne. Ils ont organisé des cellules communistes, mais, jusqu'à présent cependant, sans résultats. »

En dépit de rapports contraires, il n'est pas vrai que notre gouvernement ait donné des instructions pour les combattre activement. S'il y a eu des incidents localement, ils sont spontanés. Une propagande souterraine utilise à tort ces arguments mais le gouvernement polonais n'a eu recours qu'à une protestation officielle contre « *l'intervention d'éléments étrangers dans les affaires intérieures de l'État polonais* » (*NewYork Times*, 22 février 1943).

Cette déclaration est particulièrement importante car, jusqu'à présent, Sikorski a été le leader officiel de l'aile de la bourgeoisie polonaise « *collaborationniste* » avec les soviets, et a été vivement critiqué par les anti-collaborationnistes, qui contrôlent la plus grande partie de la presse polonaise aux Etats-

Unis et ailleurs. Cette déclaration montre bien qu'il n'y a pas entre les deux ailes de vraies divergences : seulement que, jusqu'à présent, sous la pression britannique, Sikorski avait gardé le silence en public et que maintenant cette pression s'est relâchée avec l'avance de l'Armée rouge.

Dans sa conférence de presse, Sikorski demande « *le rétablissement des frontières polonaises d'après-guerre* ». Cela veut dire que ce qui était autrefois la Pologne orientale, habitée surtout de Biélorussiens et d'Ukrainiens, opprimés nationalement par la Pologne et qui, en 1939, a été incorporée dans les républiques biélorussienne et ukrainienne de l'Union soviétique, devraient être rendues à la bourgeoisie polonaise [...] Il est douteux que Staline prenne le risque de revenir sur cette incorporation à laquelle son prestige est lié étroitement. En outre, naturellement, la bourgeoisie polonaise n'a aucun droit sur ces minorités nationales qu'elle a opprimées si brutalement.

Les véritables revendications de Sikorski vont en réalité bien au-delà et leur dimension réelle a été bien indiquée par Frederick Kuh, le chef bien informé du bureau de Londres du *Sun* de Chicago le 5 février 1943 :

« *On sait que le général Sikorski, au cours de sa récente visite à Washington, a remis au président Roosevelt un mémorandum sur les futures frontières polonaises [...] Que veut Sikorski ? Son gouvernement de Londres pense à créer une Grande Pologne. Comprendrait-elle la Prusse orientale, toute la Silésie, et, à l'ouest, la partie de la Pologne limitée par l'Oder, [...] Teschen tchécoslovaque [...], Vilna ? [...] Le retour au tracé de la ligne du traité de Riga de 1921, englobant des millions d'Ukrainiens et de Blancs Russiens ?* »

Résumons cette question des « *frontières stratégiques* ». Washington et Londres refusent de reconnaître comme territoires soviétiques la Lituanie, la Lettonie, l'Esthonie, la Bessarabie, la Biélorussie occidentale et l'Ukraine de l'ouest, ainsi que le territoire finnois devenu partie de la Carélie soviétique. Par ailleurs, Staline, dans son Ordre du Jour du 23 février, cite explicitement comme terres soviétiques « *la Biélorussie, la Lituanie, l'Esthonie, la Lettonie, la Moldavie (incluant l'ancienne Bessarabie) et la Carélie* ».

Le vrai problème

[...] Quelle est la base de ce conflit ? La bourgeoisie « *démocratique* » prétend que le seul problème est la préservation de l'« *indépendance* » nationale de la Finlande, de la Pologne, de la Roumanie et des Pays Baltes. Cette hypocrisie ne serait pas difficile à démasquer si Staline ne jouait pas dans leurs mains. Grâce à sa conception bureaucratique et nationaliste de la défense de l'URSS, le côté soviétique du conflit est également présenté en termes de frontières et d'acquisitions territoriales. En outre, la politique erronée de Staline l'empêche d'expliquer à la classe ouvrière mondiale l'objectif des acquisitions territoriales. On voit là la continuité fondamentale entre la politique de Staline pendant la période du pacte avec Hitler et actuellement.

La tâche du révolutionnaire est de dresser les masses du monde pour la défense de l'Union soviétique en tant que partie de la révolution mondiale. Mais Staline n'est pas un révolutionnaire et ce n'est pas sa méthode. Staline n'a pas expliqué au prolétariat international que ses revendications territoriales sur la Finlande en 1939 devaient assurer les défenses de Leningrad contre une attaque de l'Allemagne nazie ; au contraire, il assurait en public à Ribbentrop (7) que l'unité nazi-soviétique était « *cimentée par le sang* » versé dans le partage de la Pologne. Dans ces conditions, l'invasion soviétique de la Finlande et la partition de la Pologne ont fait perdre à l'Union soviétique la sympathie du prolétariat mondial [...], une perte plus lourde, disait Trotsky, que toutes les annexions territoriales réalisées par les méthodes réactionnaires de Staline. Les masses sont aujourd'hui avec l'URSS, mais si Staline réapparaît comme l'envahisseur et le dépeceur des petites nations, encore sans explication, ses

méthodes bureaucratiques vont réveiller les soupçons de 1939-40 et écarter de l'Union soviétique la sympathie des masses du monde entier. Ce qui est un terrible danger pour l'avenir immédiat.

[...] Il nous faut expliquer, ce que Staline ne peut faire et ne fait pas, l'enjeu réel de ce conflit déclaré sur les frontières. Contre qui, ces garde-frontières ? Avant tout, pas contre les petits pays directement concernés, Finlande, Pologne, Roumanie, Pays Baltes. En réalité, ils en appellent simplement à la solidarité de classe de Washington et de Londres contre l'Etat Ouvrier. Cet appel, il y est répondu et il a sans doute été suggéré. Ce qui apparaît superficiellement comme un conflit de frontières, ce sont en réalité les premiers pas du bloc anglo-américain pour préparer contre l'Union soviétique de nouveaux super-Wrangels (8). [...]

Y a-t-il des gens politiquement formés qui croient réellement que Churchill et Roosevelt sont intéressés par l'indépendance nationale des petites nations ? Parlez-en aux peuples de l'Afrique, de l'Asie [...]. Ces gens, dans les « *démocraties* » qui refusent ces territoires à l'URSS agissent ainsi seulement pour y chercher des tremplins contre l'Etat ouvrier. Ils aimeraient répéter aussi vite que possible avec plus de succès ce qu'a fait en 1918-20 Winston Churchill, leader de l'intervention impérialiste mondiale. [Tout cela] démontre le caractère fondamentalement erroné des méthodes bureaucratiques et nationalistes de Staline pour défendre l'URSS. Vaine est sa recherche de frontières « *stratégiques* » à l'époque des bombardiers, des parachutistes et des tanks.

L'Union soviétique restera en danger de mort tant que le capitalisme sera la force dominante à l'échelle mondiale [...].

Nous ne savons pas encore si le général Sikorski dit la vérité quand il mentionne le parachutage par les soviétiques, dans ces zones (Pologne orientale) de gens engagés dans l'organisation d'un soulèvement contre les nazis. Que semblables activités soient au moins envisagées est indiqué par une dépêche United Press de Moscou du 22 février, mentionnant une lettre envoyée à Staline par Dimitrov (9) pour le CE de l'IC — première mention de cet organisme depuis le 22 juin 1941—, dans laquelle il promet de « *consacrer de plus grands efforts afin qu'au moment décisif nous puissions aider avec succès la création d'une guerre universelle anti-hitlérienne à l'arrière des fascistes allemands* ».

Pour prévenir une avance de l'Armée rouge en Pologne et dans les Balkans, Sikorski presse Washington et Londres d'ouvrir un second front dans les Balkans. En public, l'opposition soviétique au front Afrique du Nord-Balkans n'a jamais été indiquée qu'indirectement : importants comptes rendus de la presse soviétique sur les manifestations à l'étranger pour un second front, insistance de la presse stalinienne sur le fait qu'il avait été promis par Roosevelt et Churchill en janvier 1942 [...]. Mais nous le répétons : l'antagonisme fondamental entre le système de la propriété privée et celui de la propriété nationalisée ne sera pas gommé par un tournant de Churchill et de Roosevelt, de plans pour un front aux Balkans à des plans pour un front à l'ouest. Si nous risquons de l'oublier, la décision de Washington de porter ses forces armées à onze millions nous le rappellerait avec force [...]. Arthur Krock (10), le correspondant à Washington du *New York Times*, écrit au sujet du témoignage secret du général Marshall (11) devant la commission du Congrès :

« [...] On peut spéculer que l'une des raisons fut celle-ci : pour empêcher le type de paix qui empêchera une nouvelle guerre, les Etats-Unis doivent mettre une force militaire écrasante en nombre derrière ses délégués à la conférence de paix » [...]

La presse Luce (12) rapporte :

« Peut-être le programme du général Marshall était-il l'assurance contre la possibilité qu'une Russie victorieuse domine tout le continent européen ».

Fièvre diplomatique

Les premières victoires de l'Armée rouge ont été suivies par une furieuse explosion d'initiatives diplomatiques dans les capitales neutres [...] On a remarqué particulièrement l'activité des cercles diplomatiques au Vatican où Roosevelt a été le premier président américain à envoyer un ambassadeur. Ce n'est qu'une coïncidence si l'archevêque américain Spellman (13) (il a rencontré Roosevelt avant son départ, selon le *Times* du 1^{er} mars) est arrivé à Rome la même semaine où le gendre de Mussolini était accrédité comme ambassadeur au Vatican (14). La diplomatie du Vatican est ouvertement anti-soviétique et elle a un certain soutien, comme l'écrit la presse Luce, parlant du voyage de Spellman :

« L'Église considère la progression de la doctrine communiste et de l'influence russe comme son premier problème [...] Un des moyens de s'opposer à une sphère d'influence russe serait une Confédération catholique, avec son axe chez les catholiques austro-hongrois, soutenus par les partis agrariens danubiens et comprenant peut-être l'exilé Otto Habsbourg (15) qui a, semble-t-il, d'importants amis dans la place. Mais la restauration des Habsbourg rencontrerait trop de résistance des francs-maçons socialistes tchèques, des Yougoslaves pro-russes [...] L'invasion de l'Europe d'Hitler pourrait passer par les Balkans. Le meilleur moyen d'éviter un malentendu avec les Russes serait un rapprochement complet avec Moscou. Faute de cela, les plans attribués au Vatican seraient des rares encore soumis à considération réelle. D'importantes sources à Washington rapportaient qu'au moins un certain soutien de la part des EU pourrait être donné à ces plans » (Time, 22 février 1943).

Nous pouvons être sûrs qu'à quelque étape de ce drame diplomatique apparaîtra l'aristocratie Junker qui constitue l'état-major d'Hitler. Contrairement à la plupart des généraux occidentaux, les Junkers sont d'excellents politiciens, avec une longue tradition de pouvoir. En 1918, ils ont balancé le Kaiser pardessus bord [...] Avec une nouvelle révolution et une nouvelle défaite, ils seront tout à fait disposés à balancer par-dessus bord Hitler et à suivre le cap de « la liberté ». Ils préféreront certainement sauver le capitalisme en appelant les armées anglo-américaines plutôt que de permettre que l'Armée rouge franchisse la frontière allemande. (16) Et rappelons qu'en 1918, l'ennemi vaincu reçut instruction dans les termes de l'armistice dicté par les Alliés de maintenir les troupes du général von der Golz (17) dans les Pays Baltes où ils écrasèrent les soviets lettons.

Dans la guerre comme en temps de paix, la théorie stalinienne du « *socialisme dans un seul pays* » démontre sa faillite et ce fait est souligné tous les jours par les réactions de la bourgeoisie aux premières victoires de l'Armée rouge. Les armées presque intactes des EU et de la Grande-Bretagne ont attendu l'arme au pied pendant que l'Armée rouge était saignée à blanc. Sur le plan militaire, l'Union soviétique ne peut espérer l'emporter sur le capitalisme mondial. Seules les troupes de choc de la révolution prolétarienne peuvent rétablir la balance. En dépit de Staline et contre lui, nous avons confiance : la révolution d'Octobre étranglée, qui a si souvent démontré sa vitalité persistante, trouvera la voie de l'unité avec la révolution européenne.

Notes :

(1) « The Class Meaning of the Soviet Victories », *Fourth International*, vol. IV, mars 1943, pp. 69-76.

(2) **Clement Attlee** (1883-1967), leader du Labour Party, ministre de Churchill.

(3) **Rysto Heikki Ryti** (1889-1956), avocat, président de la Finlande de 1940 à 1944 ; condamné à 10 ans de prison en 1944.

(4) Baron **Carl von Mannerheim** (1867-1951), militaire finlandais, général de l'armée russe, commande la répression contre la révolution en 1917, régent en 1918, maréchal en 1933, commande contre la Russie en 39-40 ; plus tard président de 44 à 46.

(5) **Wladyslaw Sikorski** (1881-1943), général et homme politique, collaborateur de Pilsudski, il s'oppose à son coup d'état en 1926 ; réfugié en France il prend la tête du gouvernement polonais en exil en 1940.

(6) Il s'agissait en réalité de Polonais, probablement membres du NKVD, parachutés par les Russes à des dates différentes pour reconstituer un Parti ouvrier polonais clandestin : Marcelli Nowotko, Pawel Finder et Boleslaw Molojec.

(7) **Joachim von Ribbentrop** (1893-1946), ministre des affaires étrangères allemand en 1938. Condamné à Nuremberg et pendu.

(8) **Piotr N. Wrangel** (1878-1928), général tsariste, fut le dernier grand chef Blanc de la Guerre civile. C'est Trotsky qui avait employé l'expression « *super-Wrangel* » pour désigner les candidats à la destruction par la force de la Russie soviétique, en l'occurrence Hitler.

(9) **Georgi Dimitrov** (1882-1949), communiste bulgare, fonctionnaire de la Comintern, il en était devenu le secrétaire général après avoir fait figure de héros face aux juges nazis, dans le procès de Leipzig pour l'incendie du Reichstag en 1933.

(10) **Arthur Krock** (1886-1914) était correspondant du *New York Times* à Washington depuis 1932.

(11) **George C. Marshall** (1889-1959), général, chef d'état-major de l'armée des EU de 1939 à 1945. Il donnera plus tard son nom à un plan, semble-t-il, par Clifford Clark.

(12) **Henry R. Luce** (1898-1967) était un grand patron de la presse américaine avec *Time*, *Fortune* et *Life*.

(13) **Francis J. Spellmann** (1889-1967), prêtre catholique des EU, évêque en 1932, était archevêque de New York en 1939. Il fut fait cardinal en 1946.

(14) Il s'agit du comte **Galeazzo Ciano di Cortelazzo** (1903-1944), ministre des affaires étrangères qui avait abandonné Mussolini et avait été nommé ambassadeur au Vatican. Il fut condamné à mort par un tribunal fasciste et fusillé.

(15) **Otto de Habsbourg** (né en 1912), descendant du dernier empereur Austro-hongrois, se présentait comme chrétien social.

(16) Tout ce qui précède est entièrement conforme à ce que nous savons de la conspiration qui s'était développée sous la direction de chefs militaires allemands, du milieu *Junker*, **Henning von Tresckoff**, **K. H. von Stülpnagel**, le maréchal **von Witzleben** etc., démasqués et massacrés en 1944 après un attentat manqué contre Hitler réalisé par le colonel **von Stauffenberg**.

(17) **Rüdiger von der Golz** (1865-1946), général allemand, proche de **Guillaume II**, massacreur des ouvriers finlandais puis acteur du putsch de **Kapp**, rallié aux nazis.